

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 23 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **Une « nouvelle civilisation »**
- 2) **Le faiseur d'illusions...**
- 3) **Une bonne idée !**
- 4) **La TV manipule**
- 5) **Un désistement probable**
- 6) **Le bon sens du Peuple de Gauche**

Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

I) A Florange, Mélenchon explique sa «nouvelle civilisation»

Par christophe Gueugneau

Le candidat de la France insoumise tenait meeting jeudi soir dans la ville symbole de la « trahison » de François Hollande. Il a centré son discours sur l'éducation et surtout l'enseignement professionnel, seul à même selon lui de produire « la masse qualifiée » dont on aura besoin demain pour sa révolution citoyenne et écologique.

Florange, de notre envoyé spécial. - Jean-Luc Mélenchon, le candidat de la France insoumise pour la présidentielle, s'est rendu jeudi 19 janvier à Florange, en Moselle. Plus de 1 000 personnes, selon les organisateurs, se sont présentées au meeting : la salle de la médiathèque La Passerelle (400 places) était pleine, de même que le hall d'entrée, et des centaines de personnes ont dû suivre le meeting dehors, par - 2 degrés (« - 15 degrés ressentis », a précisé Mélenchon au début d'un discours qu'il a pour l'occasion commencé dehors).



Dès 18 heures, une heure et demie avant le début du meeting, des dizaines de personnes font déjà la queue à Florange © CG

Dans cette ville symbole des promesses trahies de François Hollande, le candidat avait rencontré dans l'après-midi des représentants syndicaux d'ArcelorMittal, de la CGT et de la CFDT – Sud en revanche n'était pas présent alors qu'il était annoncé, FO avait décliné. À la sortie de cette rencontre à huis clos, Serge Fuss, de la CFDT, s'est montré combatif mais circonspect : « Jean-Luc Mélenchon ne nous a rien promis. Il y a eu un débat, une discussion sur nos problématiques. Il nous a dit : "Je vous aiderai si je peux vous aider et j'en parlerai partout où je peux en parler." »

Il faut rappeler que les syndicalistes sont échaudés par les politiques, depuis les promesses trahies par le gouvernement actuel à l'hiver 2012-2013. Alors que le candidat François Hollande s'était engagé à sauver le site, le président fraîchement élu est entré en négociation avec Mittal pour une reprise du site mais avec fermeture des hauts fourneaux, tandis qu'il désavouait Arnaud Montebourg, qui plaidait pour une nationalisation du site. « On est toujours atterrés des politiques qui font du Florange-bashing, a ajouté Serge Fuss, on en a marre d'entendre qu'il n'y a aucun avenir à Florange. »

Lionel Burriello, ancien salarié d'ArcelorMittal, toujours CGT et candidat de la France insoumise aux législatives, était également à la réunion. Il met tout de même en garde Jean-Luc Mélenchon : « Nous espérons que si Jean-Luc Mélenchon est président demain, nous n'aurons pas le même coup de Trafalgar. » Il n'empêche, Burriello soutient à fond la France insoumise et son candidat à l'Élysée, parce que « la lutte des classes existe toujours ».

« Venir à Florange c'est toujours remettre ses pas dans une sorte de douleur intérieure que tous les Français ont », lui a indirectement répondu le candidat de la France insoumise au début de son meeting, qui s'est terminé par une lecture, par le candidat, du texte de Bernard Lavilliers, Les Mains d'or. « J'ai le cœur qui se serre quand je pense qu'il aurait fallu un milliard pour nationaliser Florange et qu'Hollande en a donné 40 aux patrons », a-t-il ajouté. Lui, a-t-il expliqué, est candidat pour « changer la matrice productive

de notre pays ». Durant tout son discours, Mélenchon n'a pas eu un mot pour la primaire du PS dont le premier tour a lieu dimanche.

MÉLENCHON : Réunion publique à Florange

La vidéo intégrale du meeting à Florange (le discours commence à 11m11s)

https://youtu.be/ZyeTNPfX_20

Pour ce meeting en pays ouvrier, le candidat a préféré ciseler son discours autour d'une idée force : le développement de l'apprentissage et la formation professionnelle. En Moselle, le taux de chômage n'est pas redescendu sous les 10 % depuis le troisième trimestre 2012. En tant qu'ancien ministre délégué de l'enseignement professionnel de Lionel Jospin, Mélenchon a pu faire valoir qu'il maîtrisait son sujet. Cible de tous ses meetings, François Fillon, le candidat Les Républicains, en a de nouveau pris pour son grade. Et particulièrement sa proposition de passer de 400 000 à un million d'apprentis. « Absurde », a jugé Mélenchon, pour qui penser que « cette seule idée est la bonne est un réflexe de classe ». « Je ne sais pas pourquoi ces gens se croient malins de se précipiter sur les gosses des autres. Parce que c'est pas leurs gosses qui vont en apprentissage », a-t-il ajouté.

Au contraire, le candidat de la France insoumise s'est échiné pendant une grosse partie de son discours de près de deux heures à redonner son titre de noblesse à l'apprentissage et plus largement à l'enseignement professionnel. Notamment en proposant ce qu'il appelle la « filière polytechnique », qui irait du CAP à Polytechnique proprement dite. « Je sais, les marches ne sont pas toutes à la même hauteur », a-t-il précisé.

« L'intelligence vient toujours du cerveau »

Jean-Luc Mélenchon a également évoqué l'investiture de Donald Trump, le nouveau président des États-Unis, qui a lieu vendredi 20 janvier. Pour lui, Trump a « rendu le monde encore plus dangereux », ce qui appelle la France à se « rendre encore plus pacifique », et donc à sortir de l'Otan. Selon Mélenchon, les États-Unis, « puissance déclinante », sont tiraillés entre ceux qui voudraient toujours faire de la Russie un ennemi, comme au temps de la guerre froide, et ceux qui ont compris que l'Europe, groupe de

pays concurrent, et la Chine, première puissance économique, représentaient les nouveaux ennemis.

« Trump est en train de nous chercher pouille (sic), la bêtise de notre part serait de ne pas le comprendre. Nous devons donc sans cesse travailler à notre indépendance. » Cette indépendance passe pour Mélenchon par un retrait de l'Otan, une renégociation des traités européens et de nouveaux partenariats avec la Russie et l'Allemagne.



Jean-Luc Mélenchon pendant son meeting à Florange © CG

Mais c'est bien l'apprentissage qui a occupé la majeure partie du discours du candidat. Dont le raisonnement a couru du début à la fin, lui permettant de balayer les grands thèmes de son programme.

Fort de sa réunion un peu plus tôt avec les syndicalistes, Jean-Luc Mélenchon a commencé par parler industrie. Il faut « relocaliser tout ce que l'on peut relocaliser », a-t-il lancé, explicitant ensuite sa vision du protectionnisme, un protectionnisme de « responsabilité écologique, parce que nous savons faire un acier dans des conditions écologiques », qu'il oppose à un « libre-échangeisme » qui serait une « prime donnée aux plus violents socialement, à ceux qui traitent le plus durement leurs salariés ». Une prime également à ceux qui détruisent la nature. « L'acier qui nous arrive ici (en France – ndlr) est couvert de sang et de maltraitance de la nature », a-t-il tonné. « Pour que ça coûte moins cher, il faut détruire des hommes, détruire la nature. Et le prix du malheur n'est jamais chiffré. Et moi, on me demande sans arrêt comment je paie ceci, comment je paie cela... », s'est encore exclamé le candidat.

À propos du climat, Jean-Luc Mélenchon est revenu sur les risques de pénurie d'électricité provoqués par la vague de froid. Il a de nouveau

défendu la création d'un pôle public de l'énergie et réaffirmé qu'il reviendrait sur la privatisation des barrages hydroélectriques. « Il faut qu'on arrive à 100 % d'énergie renouvelable. On peut le faire. À condition d'avoir les aciers pour produire les machines ! », a-t-il lancé à un public ravi. « Il faudra des machines, donc il faudra investir. Autant d'argent qui n'ira pas dans les poches de ceux qui touchent des dividendes », a-t-il ajouté.

Sur le sujet de l'énergie il s'en est par ailleurs pris aux privatisations et aux ventes des « fleurons de l'industrie française ». Et de s'interroger : « Comment en est-on arrivé à vendre Alstom à General Electric ? », « pourquoi EDF investit dans une centrale nucléaire hors de prix en Grande-Bretagne à Hinkley Point ? ». « Macron nous dit "on garde l'expertise", Macron c'est aussi lui qui a vendu Alstom, c'est un commerçant, ce monsieur Macron. » Huées dans le public.

Ce pôle de l'énergie et la transition écologique qui figurent au programme nécessitent des centaines de milliers d'emplois, des centaines de milliers de personnes qu'il faudra donc former. D'où l'accent mis jeudi soir sur l'apprentissage et sa proposition d'une filière polytechnique, pour produire « la masse dont on a besoin, qualifiée ». Il l'avait déjà dit précédemment, notamment à Bordeaux fin novembre, il l'a redit jeudi soir : il déteste l'expression « intelligence de la main ». « L'intelligence vient toujours du cerveau », a-t-il expliqué. « Et les études de médecine, celles d'avocat, ce n'est pas de l'enseignement professionnel ? On y apprend bien un métier non ? »

Pour Mélenchon, s'il y a une « chose socialement marquée », c'est bien « l'ambition » : « On ne l'apprend pas partout, ce n'est pas évident. » Il faut donc « en finir avec la culture du résigné qui pense qu'on ne peut pas faire autrement », a-t-il dit, expliquant que la « révolution citoyenne » qu'il propose devait donc d'abord avoir « un contenu culturel ». « Je voudrais, si je suis élu, que les gens se disent : "celui-là, il comprend ce qu'on est" », a-t-il enfin lancé à l'assistance. Au vu des applaudissements nourris, Jean-Luc Mélenchon a réussi son pari, au moins dans cette salle de Florange.

II) Comment Emmanuel Macron est en train de bouleverser la stratégie du Parti Socialiste

La mobilisation électorale, qui doit transformer le tour de chauffe en tremplin pour son vainqueur, menace d'être médiocre, et le vainqueur risque d'être mal élu.

Gérard Leclerc

Ancien rédacteur en chef politique de France 2 et France 3 et ancien président de LCP



Philippe Wojazer / Reuters

Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse à son QG de campagne, le 19 janvier 2017. REUTERS/Philippe Wojazer

Tout sourit à l'un, rien ne va plus pour l'autre. Emmanuel Macron joue l'empathie et grimpe dans les sondages, quand Manuel Valls, crispé, descend. Le premier fait le show devant des milliers de supporters quand le second rame dans des meetings dépeuplés. L'un additionne les ralliements tous azimuts, l'autre s'est fait une raison de la distance où le tiennent ses anciens ministres, les Hollandais et les poids lourds du parti... La politique est cruelle. Et Macron en rajoute. Non content d'aller de se faire ovationner sur les terres socialistes – Lille, Nevers, Clermont-Ferrand – il met la pression sur les élus PS: son mouvement, plastronne-t-il, refusera tout accord d'appareil et présentera des candidats dans les 577 circonscriptions. S'ils veulent obtenir l'investiture, les candidats socialistes doivent rendre les armes avant le deuxième tour de la primaire. Après, rien n'est garanti...

Or la primaire ne s'annonce pas triomphante. La mobilisation électorale, qui doit transformer le tour de chauffe en tremplin pour son vainqueur, menace d'être médiocre, et le vainqueur risque d'être mal élu. Si c'est Manuel Valls, il sera soutenu, très mollement – comme disait Charles Pasqua – par la gauche du PS. Les socialistes

auront beau proclamer que les suffrages valent mieux que les sondages, la perspective d'une humiliante cinquième place au premier tour et l'accusation d'être responsable de l'élimination de la gauche au second contraindront Manuel Valls à s'effacer derrière Emmanuel Macron. Les rodomontades entendus lors du derniers débat sur le mode "Macron c'est flou et il ne nous fait même pas peur", ne seront plus qu'un souvenir douloureux, un de plus.

Si c'est Benoit Hamon ou Arnaud Montebourg qui l'emporte, c'est, si l'on en croit les mêmes sondages, un boulevard qui s'ouvrirait pour l'ancien ministre de l'économie. Dans un réflexe de survie, nombre d'élus socialistes se rangeraient derrière lui, et il ne manquera pas d'éléphants pour jouer les Chirac de 1974, quand celui-ci avait entraîné un groupe de parlementaires gaullistes à abandonner leur candidat Chaban-Delmas pour rejoindre le futur vainqueur Giscard d'Estaing. Les mêmes Hamon ou Montebourg, qui ont organisé ou soutenu la fronde contre le gouvernement qu'ils étaient sensés soutenir, seront mal placés pour invoquer la discipline de parti! Le PS, réduit à son aile gauche pure et dure, s'orienterait alors vers une "Corbynisation", comme le parti travailliste de Jeremy Corbyn qui en perdant sa culture de gouvernement a fait son deuil du pouvoir.

Il reste bien sûr pour sauver le PS l'hypothèse d'un effondrement d'Emmanuel Macron, ou au moins de son tassement. C'est la mésaventure qui était arrivée en 2002 à Jean-Pierre Chevènement, l'homme qui voulait (déjà!) faire "turbuler le système". À ce jour, la "bulle médiatique" n'a toujours pas éclaté. Tout le monde cible pourtant le nouveau Rastignac. Marine Le Pen n'y voit qu'un banquier représentant de l'establishment; les socialistes, qui doivent désormais ménager l'avenir, ont oublié le traître pour se concentrer sur l'aventurier du "ni droite-ni gauche". Les Fillonnistes sont les plus mordants. Ils constatent que leur champion recule dans les sondages quand le troisième homme progresse en jouant les "attrape-tout" dans les différents électors, y compris le leur. Du coup ils envoient au front politiques et grands patrons pour dénoncer un Macron "illusionniste", dépensier, et inspirateur de l'échec du quinquennat Hollande. Attaques pour l'instant sans effet.

Mais au delà d'une sortie de route toujours possible, il restera au troisième homme une difficile équation à résoudre pour jouer la finale de la présidentielle : il a besoin du renfort de l'électorat socialiste, mais celui-ci risque de le

déporter à gauche et le sortir du "ni droite ni gauche" qui a jusque-là fait son succès...

huffingtonpost.fr

III) Impôt différentiel : enfin une bonne idée de Mélenchon !

Le principe de l'imposition différentielle (et non de la double imposition), sur le modèle américain (un Américain travaillant à l'étranger, et y payant moins d'impôts qu'il aurait payé aux Etats-Unis pour un revenu équivalent, doit reverser la différence au fisc américain - les détails y sont précisés dans l'article ci-dessous de Delphine Legouté), est une excellente idée de Mélenchon.

Je connais un Américain qui a la double nationalité franco-américaine, qui vit et travaille à Paris et qui, chaque année, en plus de sa déclaration de revenus au fisc français, doit faire une déclaration au fisc américain - sinon, il risque la taxation d'office; il ne paye pas d'impôt supplémentaire, car l'impôt sur le revenu français est plus élevé que l'américain; mais il en irait autrement pour les Français travaillant aux Etats-Unis, et dans bien d'autres pays.

Cette mesure rendrait impossible la façon dont le Portugal prive l'économie française de revenus depuis quelques années (mesure inventée par le précédent gouvernement, de droite, mais maintenue par l'actuel gouvernement, socialiste soutenu par la "gauche radicale" portugaise) : tous les retraités étrangers qui choisissent d'aller vivre au Portugal sont dispensés de tout impôt sur le revenu pendant dix ans, à condition de faire virer tous leurs revenus au Portugal : ils y dépensent ainsi leur retraite et font marcher la consommation et l'économie portugaises, au lieu de le faire en France - qui se trouve ainsi doublement pénalisée, privée à la fois de l'impôt sur le revenu des retraites et de la consommation des retraités. Quelques dizaines de milliers de retraités français (mais aussi d'autres pays européens) ont déjà fait ce choix, dans un pays où la vie et l'immobilier sont bien moins chers, et le climat plus agréable; ils ont créé des clubs pour se rencontrer et se faire des amis (attention tout de même : cette exemption fiscale ne dure que dix

ans, et ensuite...l'impôt sur le revenu y est plus élevé qu'en France !)

Sur quel principe philosophique repose cette notion d' "impôt différentiel" ? Sur l'idée selon laquelle **être citoyen d'un pays, ce n'est pas simplement bénéficier de droits, mais aussi appartenir à une communauté vis-à-vis de laquelle on a également des devoirs**, donc sur un certain niveau de patriotisme - très développé aux Etats-Unis; sinon, on est toujours libre de renoncer à la nationalité américaine et de se faire naturaliser moldave ou ouzbek.



Elie Arié

Né en 1938, chevènementiste, cardiologue, ancien enseignant d'économie de la santé au CNAM, ancien membre du PS puis du

Secrétariat National du MRC jusqu'en 2002, ancien membre du Conseil Scientifique de la Fondation Res-Publica, membre du mouvement République Moderne auteur de "Mondialisation, déclin de l' Occident" (préface de Jean-Pierre Chevènement), graphomane compulsif (livres, articles, tribunes, etc. tous azimuts).

Blog - marianne.net

MAIS AUSSI :

"Impôt universel" : comment Jean-Luc Mélenchon veut taxer les expatriés

Delphine Legouté



Jean-Luc Mélenchon a évoqué son idée d'"impôt universel" en meeting à Tourcoing ce dimanche 8 janvier. - Sarah ALCALAY/SIPA

A l'idée de revenu universel prônée par Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon oppose... l'impôt universel. Le candidat de la France insoumise met en avant une mesure déjà défendue lors de sa campagne de 2012, mais qu'il appelait alors "taxation différentielle". De son propre aveu, ce lundi 9 janvier sur BFMTV, "personne ne comprenait rien". Voici donc la mesure renommée "impôt universel".

Le principe est simple : **tout Français, même vivant à l'étranger, doit payer ses impôts en France**. L'objectif est de limiter l'évasion fiscale - "Les riches ne s'en iront pas" - en s'inspirant d'un modèle existant aux Etats-Unis et prévalant également pour les députés européens. Le candidat à la présidentielle l'explique ainsi :

"Vous êtes Français ? Vous payez vos impôts où que vous soyez sur la planète. Dans le pays où vous êtes, vous payez ce que vous devez au pays, c'est bien normal, et puis vous le dites au fisc français. Et le fisc dit : 'Ah bah ça tombe bien, vous ne nous devez rien'. Ou alors il dit : 'Ah bah si vous habitez en France, vous devriez payer plus, donc vous payez plus'."

Autrement dit, un expatrié devrait, une fois réglés les impôts dus à son pays d'accueil, s'acquitter de la différence auprès de la France, en se basant sur les modes de calcul de l'impôt français.

Une mesure d'inspiration américaine

Ce système est en partie pratiqué aux Etats-Unis, dont les expatriés sont imposables au titre de leurs revenus mondiaux depuis 1962. Notre Sénat s'était penché sur cette pratique dans une note de travail en 2009. Et le modèle américain est un peu différent de l'idée avancée par Mélenchon : l'impôt y est payé deux fois - dans le pays étranger ET aux Etats-Unis - alors que le candidat de la France insoumise ne veut taxer que l'éventuelle différence.

Il existe toutefois une série d'exemptions aux Etats-Unis qui permettent d'alléger cette contribution et de ne viser, au final, que les plus fortunés. Les expatriés peuvent en effet **déduire de leur revenu imposable une partie des revenus du travail perçus à l'étranger** ainsi que des indemnités de logement versées par l'employeur. Il existe un seuil maximal, fixé par la loi et révisé chaque année pour tenir compte de l'inflation. A titre d'exemple, en 2012, un expatrié pouvait déduire de son revenu imposable jusqu'à **93.000 dollars** pour une année fiscale... ce qui laisse une *certaine* marge.

Les expatriés américains ont également la possibilité de retrancher de leur assiette une part des impôts qu'ils ont déjà payés dans le pays d'accueil ou de demander un crédit d'impôt. Autant de dispositifs qui doivent éviter le paiement d'un double impôt.



IV) Quand le CSA admet que la télévision influence la société

« Notre système audiovisuel n'est pas à la hauteur. Si on voit l'autre majoritairement dans des circonstances où il nous fait peur, où il représente un danger, alors nous contribuons, par l'audiovisuel, à rendre cette société haineuse. La télévision a un rôle majeur dans la constitution des opinions de notre pays »,

Mais quel est l'anarchiste anti-TV qui a bien pu sortir un truc pareil ? La télévision influencerait l'opinion, et pourrait la rendre haineuse envers des catégories de personnes mises en situation en permanence dans la boîte à cons le petit écran dans des rôles « négatifs » ? Comme... les Arabes, ou les noirs ? Les gens perçus comme non-blancs ?

C'est dingue ça, on n'y aurait pas pensé.



Continuons avec cette dépêche AFP (très) peu relayée dans les médias :

Les «attitudes négatives» sont incarnées à 25% par des personnes «perçues comme non blanches» (contre 20% en 2015) et les «attitudes positives» le sont à 23% (contre 14% en 2015). Le Conseil relève en outre que les personnes «perçues comme non blanches» sont surreprésentées dans les activités marginales ou illégales, à hauteur de 34%.

Ah bah zut alors ! Les Arabes voleurs ou dealers à la TV, et les blacks trafiquants sont surreprésentés ? Rooooooh. Pas possible... Mais qui donc ose tenir des discours aussi contestataires ? Un sociologue de l'ultra-gauche anti-patriote à la solde d'obscures officines de déstabilisation de la société de consommation ?

Et bien non...

Toute ces déclarations, et ces chiffres viennent du CSA himself. Plus précisément de la conseillère de l'organisme éponyme en charge de la diversité, Mémona Hintermann.

Le magazine Le point a relayé cette dépêche, mais en évacuant soigneusement le passage sur la constitution des opinions par l'audiovisuel . Etonnant non ? Par contre, le Figaro, lui, a pleinement publié toute la dépêche, avec le passage qui — même avec toute la mauvaise volonté du monde — établit avec une pertinence stupéfiante (avec un peu de traduction en langage courant) que si les Français sont devenus — pour une part importante — racistes, intolérants, bornés et preneurs des discours haineux du FN, c'est en grande partie à cause de l'influence de la télévision. Dingue, non ? On vous le remet :

« Notre système audiovisuel n'est pas à la hauteur. Si on voit l'autre majoritairement dans des circonstances où il nous fait peur, où il représente un danger, alors nous contribuons, par l'audiovisuel, à rendre cette société haineuse. La télévision a un rôle majeur dans la constitution des opinions de notre pays »

reflets.info



V) Jean-Luc Mélenchon juge probable un désistement du vainqueur de la primaire de la gauche

Dans le « Journal du Dimanche », le chef de file de La France insoumise fait valoir que sa candidature et celle d'Emmanuel Macron vont attirer une partie des électeurs du PS.

Le Monde.fr avec AFP et Reuters



Jean-Luc Mélenchon est candidat à l'élection présidentielle de 2017, « hors cadre de partis » et sans le Front de Gauche, mais au nom du mouvement « La France insoumise » qu'il fonde en février 2016. ED ALCOCK POUR LE MONDE

Un désistement du vainqueur de la primaire organisée par La Belle alliance populaire en faveur d'Emmanuel Macron ou en sa faveur « fait partie des probabilités », estime Jean-Luc Mélenchon dans un entretien au Journal du dimanche du 22 janvier. Le premier tour du scrutin, auquel le candidat de La France insoumise et l'ex-ministre de l'économie ont refusé de participer, se tient ce dimanche.

Plusieurs sondages donnent pour l'instant le gagnant de cette consultation, quel qu'il soit, cinquième lors du premier tour de la présidentielle, en avril. « Est-ce si malheureux que ça ? A quoi bon un candidat socialiste ? Pour quoi faire ? », poursuit le député européen âgé de 65 ans. Selon lui, sa candidature comme celle du leader du mouvement En marche ! « oblige [nt] le PS à sortir d'un double langage qui a tué ce parti ».

Emmanuel Macron et lui vont donc attirer une partie des électeurs de la formation qu'il a quittée en 2008, poursuit ainsi M. Mélenchon. Dans la mesure où le scrutin de dimanche débouchera «

probablement [sur] un deuxième tour [entre Benoît] Hamon [et Arnaud] Montebourg », il entraînera « une hémorragie massive de toute la droite » du PS vers l'ancien ministre de l'économie.

Outre les trois favoris, Manuel Valls, Benoît Hamon et Arnaud Montebourg (tous les trois membres du Parti socialiste), les quatre autres candidats en lice pour cette consultation sont l'ancien ministre Vincent Peillon (PS), la radicale de gauche Sylvia Pinel, l'écologiste François de Rugy et Jean-Luc Bennahmias (Front démocrate).

Tous les prétendants ont promis d'œuvrer au rassemblement de la gauche, en excluant de se retirer au bénéfice de Jean-Luc Mélenchon ou d'Emmanuel Macron. Le premier a déjà exclu tout accord avec le vainqueur de la primaire, envisageant seulement un ralliement derrière lui. Le second a lui aussi rejeté l'hypothèse d'un accord avec le PS.

Dans l'entretien, le candidat de La France insoumise aborde également les volets sociétaux de son programme, se prononçant en faveur du droit au suicide assisté, de la procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples de femmes, de la légalisation du cannabis et contre la gestation pour autrui (GPA).

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Hamon-Valls, deux «irréconciliables» au second tour

Par Mathieu Magnaudeix et christophe Gueugneau

Manuel Valls et Benoît Hamon vont s'affronter dimanche 29 janvier au deuxième tour de la primaire « citoyenne » du PS. La « clarification » au PS est proche, assurent leurs soutiens respectifs.

> Direct. Éliminé, Montebourg soutient Hamon contre Valls

Il n'y avait pas deux pôles plus éloignés lors de cette primaire du PS, deux gauches plus « irréconciliables », selon la formule de l'ancien premier ministre Manuel Valls. Benoit Hamon et Manuel se retrouvent tous deux dimanche 22 janvier au second tour de la primaire de la Belle alliance populaire (le PS et ses satellites). Dans le détail, cette primaire a moins rassemblé que celle de 2011. A la veille de la présidentielle de 2012, près de 3 millions de personnes avaient participé, contre au moins 1,3 million cette fois-ci (selon les derniers résultats disponibles à 23 heures dimanche). Le résultat pour les 7 candidats est le suivant : Benoît Hamon (36,21%), Manuel Valls (31,19%), Arnaud Montebourg (17,62%), Vincent Peillon (6,83%), François de Rugy (3,83%), Sylvia Pinel (1,99%), et enfin Jean-Luc Bennahmias (1,01%).

A l'annonce des résultats, les partisans de Benoît Hamon, réunis sur une péniche située à une centaine de mètres de Solférino, le siège du PS, ont hurlé leur joie. A l'image des meetings du candidat de l'aile gauche, beaucoup de jeunes étaient rassemblés au milieu d'une forêt de caméras et de perches.



Christophe Gueugneau @gueugneau
#primairesps au qg de @benoithamon à l'annonce des premiers résultats :

Le second tour, dimanche prochain, voit s'affronter deux lignes claires, où deux candidats hors primaire tiennent déjà les premiers rôles. A la droite du PS, Emmanuel Macron remplit des meetings et attire déjà dans les rangs socialistes et même dans l'entourage de François Hollande. A la gauche du PS, Jean-Luc Mélenchon, qui avec la

France insoumise a fait une OPA sur la gauche de gauche (le PCF et Ensemble l'ont déjà rejoint, tandis que le NPA cherche ses parrainages).

Le PS peut-il s'en sortir ? Rien n'est moins sûr. Jean-Christophe Cambadélis, son premier secrétaire, est intervenu devant la presse à 20 heures dimanche, avant que les premiers résultats ne filtrent. Contre mauvaise fortune bon coeur, "Camba" a fait du "Camba", une « déclaration politique » qui ne disait pas grand-chose. « Un grand merci, vous êtes venus par centaines de milliers participer à la primaire de la BAP, malgré une campagne inlassable contre le scrutin, malgré l'idée distillée que c'était inutile », a déclaré Cambadélis. « Je salue tous les candidats qui ont fait honneur à la primaire, en défendant leur idée avec sincérité et respect. Nous avons réussi ce premier tour », a-t-il ajouté. « Face à la droite de Fillon, face à une extrême droite qui progresse dans l'ombre, face à la fragmentation, aux rancœurs, à la tentation du fatalisme, ensemble nous démontrons une voie possible pour la réussite de demain », a enfin estimé le premier secrétaire du PS, qui est « persuadé qu'un nouvel alliage est en train de naître ». Sauf que ce « nouvel alliage » est d'ores et déjà dans les limbes.

Sitôt le résultat connu, chez Hamon, l'enjeu du second tour est dans toutes les têtes. Soutien du candidat, le député de Paris, Pascal Cherki, pose immédiatement l'enjeu : « C'est à Jean-Luc Mélenchon que vous devriez parler maintenant, vous les journalistes. C'est lui qui ne voulait pas de la primaire à cause de Hollande. Il va faire quoi maintenant ? » Plus sérieusement, Cherki enchaîne : « Benoît Hamon a toujours dit qu'avec Jean-Luc Mélenchon il y avait des convergences possibles. Il y a des points à discuter. »

Pour Cherki, les « électeurs ont voulu tourner la page, et surtout en écrire une nouvelle ». « Il y a maintenant Macron d'un côté, pour faire vite on peut dire le centre-gauche, même s'il y a beaucoup de droite dans ce centre-gauche, et de l'autre, Jean-Luc Mélenchon qui représente l'extrême-gauche, et je le dis sans sens péjoratif ». « Ce devoir incombe à Benoît Hamon », conclut le député. Croisé un peu plus tard, Benjamin Lucas, président des Jeunes socialistes, vante le «

réveil des électeurs de gauche ». « C'est la preuve que les électeurs de gauche ne sont pas résignés à une gauche qui emprunte à la droite ses thèmes et ses discours ».

C'est évidemment Manuel Valls qui est visé. Au même moment, les proches de Manuel Valls réunis à la Maison de l'Amérique latine, à quelques centaines de mètres de la péniche de Hamon et du siège du PS, ont compris que leur champion ne serait pas en tête. Sitôt arrivé, Manuel Valls se calfeutre avec ses proches, comme le maire d'Evry Francis Chouat, le numéro deux du PS Henri Weber ou le ministre de la justice Jean-Jacques Urvoas. Les télés et les radios se disputent les militants qui arrivent au compte-gouttes. On croise dans la salle l'essayiste Mohamed Sifaoui ou Patrick Kessel, ancien Grand maître du Grand Orient de France et président du Comité Laïcité République. Quelques rares soutiens de Valls s'aventurent à parler aux journalistes, comme le directeur de campagne Didier Guillaume ou le porte-parole Olivier Dussopt.

Le résultat tombe dans un silence à peu près total — les écrans télés disposés dans la salle ne marchent pas.

« Un choix très clair »

Le député de Paris Christophe Caresche déplore un « vote défouloir ». Un militant dit à un autre: « Hamon a joué sur un truc populiste, un air du temps, en disant je vais donner 500 euros de revenu universel à tout le monde ». Devant l'écran télé, l'ancien numéro deux de la CFDT Jacky Bontems, fidèle soutien de François Hollande qui a tenté de mobiliser les syndicalistes pour Valls, se désole : « Après le Hollande bashing, c'est le Valls bashing. L'appareil ne s'est pas non plus beaucoup mobilisé. Et puis Macron a siphonné une partie des électeurs de Manuel Valls... » En discussion avec des amis, Mohamed Sifaoui s'en prend à Vincent Peillon, le quatrième de la primaire soutenu par la maire de Paris Anne Hidalgo. « Il a juste foutu la merde ». Même refrain pour le maire du troisième arrondissement de Paris, Pierre Aidenbaum. « Peillon, c'est une machination, on l'a mis là pour empêcher Manuel Valls ».

A 21h40, lorsque Manuel Valls arrive pour prendre la parole la quarantaine de militants présents s'animent soudain pour les télés : « Manuel président! » « On va gagner! ». Dans un coin de la salle, le député Christophe Caresche espère un discours fort : « si c'est pour perdre, autant que ce soit avec les honneurs ».

Manuel Valls fait plus qu'exaucer ses vœux. « Un choix très clair », dit-il, se présente aux électeurs de la primaire, « entre la défaite assurée et la victoire possible », entre des « promesses irréalistes et infinancables » et une « gauche crédible ». Fidèle à ses refrains de la fin de campagne, il parle de « Trump », de la « Russie de Poutine », de la laïcité, sur laquelle il ne cédera « aucun pouce de terrain ». Il tape encore sur le « revenu universel au coût exorbitant », la proposition-phare de son rival, « impliquant d'augmenter massivement les impôts ». Valls dramatise à dessein l'enjeu du deuxième tour. Il se pose en bouclier pour tous ceux qui craignent l'explosion dimanche prochain d'un PS tirillé entre Mélenchon, le candidat de la France insoumise, et le fondateur d'En marche!



Manuel Valls, dimanche 22 janvier, à la Maison de l'Amérique latine
© Reuters

Sur la péniche d'Hamon où l'on continue la fête, les attaques laissent de marbre. D'abord parce qu'ils ont reçu le soutien d'Arnaud Montebourg, ce qui leur donne mathématiquement la majorité au second tour.

Surtout parce que, comme l'explique son directeur de campagne Mathieu Hanotin, le résultat de ce soir montre qu'il y a une « clarification définitive du bilan du quinquennat ».

« Ce n'est pas nous que Manuel Valls vise ce soir, ce sont les centaines de milliers de personnes qui se sont déplacées », ajoute Hanotin, pour qui « l'agressivité » n'a jamais fait gagner en politique.

Antoine Détourné, autre soutien de Hamon et membre du conseil national du PS, résume quant à lui la campagne de son candidat autour de deux moments : l'émission de France 2, début décembre, et l'entrée en campagne de Valls. Dans ces deux moments, il a constaté des « pics d'intérêt » pour Benoît Hamon. « Valls organise ce soir, en tapant fort, les conditions de sa défaite complète », juge-t-il. Difficile à entendre du côté de Valls, où l'on refuse de s'avouer vaincu. Le porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale, Hugues Fourage assure que « rien n'est écrit ». Pour enfoncer un coin entre Hamon et Montebourg, il rappelle les critiques de ce dernier sur le revenu universel d'Hamon.

Pierre Aidenbaum, lui, entame déjà le mode campagne du second tour. « Ca ne va pas être facile, mais ce sera l'occasion d'une clarification entre deux lignes », dit-il. L'élu parisien jure la victoire à portée de main, à condition que « 200 000 à 300 000 personnes de plus viennent voter dimanche ». Il s'en prend à Hamon, « ce ministre de l'éducation qui a démissionné la veille de la rentrée : ce n'est pas un homme d'Etat ». Finalement, dimanche soir, chaque camp évoque la « clarification » à venir. « On va d'abord gagner, et on verra après ! », balaie le vallsiste Hugues Fourage avec un sourire crispé, qui admet un « risque » de schisme socialiste la semaine prochain. Le député Christophe Caresche évoque déjà le spectre d'une « corbynisation » du PS si Hamon gagne dimanche prochain. Il refuse même d'assurer qu'il lui donnera son soutien, en évoquant les frondeurs socialistes qui ont, pour beaucoup, voté Hamon ce dimanche. « Pendant cinq ans, ils n'ont rien respecté au Parlement, ils vont pas nous donner des leçons. » Plus explicites, certains menacent déjà de partir avec armes et bagages chez Macron si Hamon l'emporte.

Lors de ses vœux à la presse, début janvier, le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, évoquait le « match point, ce moment où la balle peut tomber d'un côté ou de l'autre du filet ». Il parlait alors du match entre la droite et la gauche. Dimanche, ce sera pourtant entre la « gauche Valls » et la « gauche Hamon » que la balle devra choisir son point de chute.



A Suivre...
La Presse en Revue